

**Arrêté du 25 mai 2022 portant cessations de fonctions et nominations
(régisseurs d'avances et de recettes) au tribunal judiciaire de Cahors
NOR : JUSB2215667A**

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 22 ;

Vu le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2022 portant modification de l'arrêté du 14 mai 1996 portant institution des régies d'avances et de régies de recette auprès des secrétariats-greffes des juridictions civiles et pénales ;

Vu les agréments du comptable public assignataire en date du 28 avril 2022 pour Madame Fabienne GUERIN et du 20 mai 2022 pour Monsieur Alexandre PARENTY ;

ARRÊTE :

Article 1

Il est, à compter du 1^{er} avril 2022, mis fin aux fonctions de Madame Corinne ALRIC, secrétaire administrative, en sa qualité de régisseuse de recettes et d'avances au tribunal judiciaire de Cahors.

Article 2

Il est, à compter du 1^{er} avril 2022, mis fin aux fonctions de Madame Bénédicte PRUNIER, adjointe administrative principale, en sa qualité de mandataire suppléante au tribunal judiciaire de Cahors.

Article 3

Madame Fabienne GUERIN, adjointe administrative principale, est nommée, à compter du 1^{er} avril 2022, régisseuse d'avances et de recettes au tribunal judiciaire de Cahors.

Article 4

Madame Fabienne GUERIN est astreinte à constituer un cautionnement dont le montant est fixé par arrêté du 28 mai 1993 modifié relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents.

Article 5

En cas d'absence du régisseur pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, Monsieur Alexandre PARENTY, greffier, est nommé mandataire suppléant auprès du tribunal judiciaire de Cahors, à compter du 1^{er} avril 2022, afin de réaliser pour le compte du régisseur toutes les opérations afférentes à la régie dans les conditions fixées par le décret du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics.

Article 6

Le directeur des services judiciaires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et notifié par les chefs de la cour d'appel d'Agen, en leur qualité d'ordonnateurs secondaires au comptable assignataire.

Fait le 25 mai 2022,

Par délévation,
P/ le directeur des services judiciaires,
P/ le sous-directeur des ressources humaines des greffes,
P/ la cheffe du bureau des carrières et de la mobilité professionnelle,
L'adjoint à la cheffe du bureau des carrières et de la mobilité professionnelle,

Florent MAHEU


Le régisseur	signature
--------------	-----------

REPUBLIQUE FRANCAISE

Ministère de la Justice